

**REPUBLIQUE**

**DE**

**VANUATU**

**JOURNAL OFFICIEL**



**REPUBLIC**

**OF**

**VANUATU**

**OFFICIAL GAZETTE**

**16 AVRIL 2007**

**NO. 11**

**16 APRIL 2007**

**SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS**

**ARRETES**

**LOI NO. 1 DE 1983 SUR LE TRAVAIL**

- ARRETE NO. 3 DE 2007 SUR LE DROIT DE PERMIS DE TRAVAIL

**CONSTITUTION**

- DECLARATION DE L'ETAT D'URGENCE
- ARRETE NO. 5 DE 2007 RELATIF A L'ETAT D'URGENCE
- ARRETE NO. 6 DE 2007 RELATIF A L'ETAT URGENCE
- ARRETE NO. 7 DE 2007 RELATIF A L'ETAT URGENCE

-----  
**LOI NO. 5 DE 1998**

- INSTRUMENT DECHARGEANT LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES VANUATUANNES ET DES COOPERATIVES DES FONCTIONS REAFFECTEES AU MINISTRE DU COMMERCE, TOURISME ET DE L'INDUSTRIE
- 

**NOTIFICATION OF PUBLICATION**

**ORDERS**

**SOMMAIRE**

**PAGE**

**REGLEMENT CONJOINT NO. 18 DE  
1971 RELATIF A L'IMMIGRATION**

- DECLARATION  
D'IMMIGRATION
  - INTERDIT SEJOUR
- 2.

**LOI NO. 10 DE 1998 RELATIVE AUX  
MARCHES PUBLICS ET MARCHES  
PAR ADJUDICATION**

- INSTRUMENT DE NOMINATION  
- PRESIDENT DE LA  
COMMISSION  
D'ADJUDICATION
- 3.

**CONTENTS**

**PAGE**

**FINANCIAL INSTITUTIONS  
ACT NO. 2 OF 1999**

- LICENCE TO CARRY ON  
DOMESTIC BANKING BUSINESS
- 1.

**GOVERNMENT CONTRACTS AND  
TENDERS ACT NO. 10 OF 1998**

- INSTRUMENT OF REVOCATION  
OF APPOINTMENT OF THE  
CHAIRPERSON OF THE TENDERS  
BOARD
  - INSTRUMENT OF APPOINTMENT -  
CHAIRPERSON TENDERS BOARD
4.  
5.

EUROPEAN BANK LIMITED – FINANCIAL  
STATEMENTS

6.

**PUBLIC PROSECUTIONS ACT  
NO. 7 OF 2003**

- APPOINTMENT OF STATE  
PROSECUTORS
- 7-8.



**RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

**LOI N°1 DE 1983 SUR LE TRAVAIL**

**ARRÊTÉ N°3 DE 2007 SUR LE DROIT DE PERMIS DE TRAVAIL**

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR**

**VU** les pouvoirs que lui confère l'article 65A.1) et 3) de la Loi N°1 de 1983 sur le travail,

**ARRÊTE**

**Droit de permis de travail**

Le droit réglementaire annuel pour l'octroi temporaire d'un permis à un agent recruteur est de 20 000 VT.

Ce droit devient caduc à l'entrée en vigueur d'une loi sur les agences de placement.

**Entrée en vigueur**

Le présent Arrêté entre en vigueur le 2 janvier 2007 et devient caduc à l'entrée en vigueur d'une loi sur les agences de placement.

**FAIT à Port-Vila le 2 janvier 2007.**

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR  
M. GEORGES WELLS**



## **RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

### **CONSTITUTION**

### **DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE**

**ATTENDU QUE** le 3 mars 2007, il y a eu voies de fait intentionnelles avec mort de personnes, destruction de biens de particuliers et trouble de l'ordre public à Port-Vila.

#### **LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

**EN CONSÉQUENCE DE QUOI** et **EN VERTU** des pouvoirs que lui confère l'article 69.b) de la Constitution et sur avis du Conseil des Ministres déclare par la présente :

#### **L'ÉTAT D'URGENCE À PORT-VILA**

en vue de restaurer l'ordre public et d'empêcher sa dégradation à Port-Vila.

La présente déclaration entre en vigueur à la date de sa signature.

**FAIT à Port-Vila le 4 mai 2007.**

---

**Le Président de la République de Vanuatu**  
**M. KALKOT MATASKELELE**



## **RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

### **CONSTITUTION**

#### **ARRÊTÉ NO.5 DE 2007 RELATIF À L'ÉTAT D'URGENCE**

Visant à restaurer et maintenir l'ordre public à Port-Vila.

#### **LE CONSEIL DES MINISTRES**

VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 69 de la Constitution

#### **ARRÊTE**

##### **1 ÉTAT D'URGENCE**

Un état d'urgence a été déclaré par Arrêté pris le 4 mars 2007 conformément à l'article 69 de la Constitution, aux fins de restaurer l'ordre public. Les règles suivantes sont dictées en conséquence.

##### **2 INTERDICTION AUX RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS**

Dans l'intérêt de la sécurité publique et de la restauration et du maintien de l'ordre public, aucun cortège, défilé, rassemblement ou manifestation ne peut avoir lieu à Port-Vila ou ailleurs à Vanuatu à compter de la date du présent Arrêté, sauf sur autorisation délivrée conformément à l'article 7 du Règlement Conjoint N°11 de 1974 sur l'Ordre Public (la Loi).

##### **3 INFRACTIONS AFFÉRENTES AUX RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS**

- 1) Si un cortège, défilé, rassemblement ou une manifestation est organisé en infraction à l'article 10 de la Loi, le ministre peut ordonner, à tout moment, oralement ou par écrit, la dispersion du cortège, défilé, rassemblement ou de la manifestation, selon le cas, et peut faire appel aux Forces de l'Ordre pour appliquer l'Arrêté, le cas échéant.
- 2) Tous les membres du Corps de Police peuvent de façon raisonnable, faire usage de la force nécessaire à la mise en vigueur de l'Arrêté ministériel pris aux termes du paragraphe 1) ci-dessus.

#### **4 ASSISTANCE À LA POLICE**

Le Commandant de la Police peut, durant l'état d'urgence (tel que prévu à l'article 70 de la Constitution) :

- a) Nommer des agents de police, aussi bien de Vanuatu que de l'étranger en vue d'aider la Police à restaurer et maintenir l'ordre public ;
- b) Réquisitionner, tout véhicule à Port-Vila, pour le service de la Police, à condition toutefois que le Gouvernement dédommage le propriétaire du véhicule pour tout dommage subi par le véhicule.

#### **5 PORT D'ARMES PAR LA POLICE**

- 1) Le Commandant de la Police, peut, conformément aux instructions du Premier Ministre durant l'état d'urgence (tel que prévu à l'article 70 de la Constitution), autoriser les membres de la Force Mobile de Vanuatu (exceptés les agents de police nommés aux termes du paragraphe 4.a) du présent Arrêté) à porter et se servir des armes à feu conformément aux règles d'engagement contenues dans l'Annexe.
- 2) Pour éviter tout doute, les membres de la Force Mobile signifient les membres de la Force Mobile de Vanuatu.

#### **6 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

**FAIT à Port-Vila, le 4 mars 2007.**

---

**Le Premier Ministre de la République de Vanuatu**  
(pour le Conseil des Ministres)  
**M. VANUAROROA HAM LINI**

# A N N E X E

## RÈGLES D'ENGAGEMENT SUR L'UTILISATION DES ARMES À FEU

### RÈGLES GÉNÉRALES

1. Votre commandant immédiat vous ordonnera des changements concernant le niveau de préparation des armes. Lorsque votre commandant vous donnera l'ordre d'ouvrir le feu ou d'accroître le niveau de force, vous aurez toujours le droit de déployer la force appropriée pour vous protéger vous-même et ceux dont il est de votre devoir de les protéger.
2. Le degré de force qui peut être déployé par un membre de la Force Mobile de Vanuatu (FMV) en vue d'atteindre un objectif est déterminé en fonction des circonstances du moment. Tout membre de la FMV peut user de cette force **selon la nécessité** afin d'empêcher un crime ou faire une arrestation légale. **Un avertissement devrait, dans la mesure du possible, être donné** avant d'ouvrir le feu.
3. Rien ne justifiera l'emploi de grande force sauf en cas de circonstances particulières où la force est employée pour empêcher un crime ou faire une arrestation.
4. **L'emploi de la force minimum s'applique en toutes circonstances.** La force minimum comprend, dans l'ordre croissant :
  - a) Le déploiement des armes en public ;
  - b) L'avertissement verbal ;
  - c) Le barrage d'accès au point protégé ;
  - d) La restriction physique ;
  - e) Le braquage des armes ; et
  - f) Le tir des coups de feu.
5. Si vous devez tirer des coups de feu : **tirez en suffisamment pour atteindre votre but.**



## **RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

### **CONSTITUTION**

#### **ARRÊTÉ NO.6 DE 2007 RELATIF À L'ÉTAT D'URGENCE**

Visant à restaurer et maintenir l'ordre public à Port-Vila.

#### **LE CONSEIL DES MINISTRES**

VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 69 de la Constitution

#### **ARRÊTE**

##### **1 ÉTAT D'URGENCE**

Un état d'urgence a été déclaré par Arrêté pris le 4 mars 2007 conformément à l'article 69 de la Constitution, aux fins de restaurer l'ordre public. Les règles suivantes sont dictées en conséquence.

##### **2 DÉTENTION DE PERSONNES**

Dans l'intérêt de la restauration et du maintien de l'ordre public durant l'état d'urgence (tel que prévu à l'article 70 de la Constitution), toute personne peut, sans procès, être détenue par la Force de Police de Vanuatu pour une durée d'un mois conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 71 de la Constitution.

##### **3 RESTRICTION DE MOUVEMENT**

- 1) Outre les pouvoirs conférés aux Forces de Police en vertu des dispositions de l'article 18 du Règlement Conjoint N°11 de 1974 sur l'Ordre Public, le Commandant de la Force de Police peut, sur instruction du Premier Ministre, autoriser les membres de la Force Mobile de Vanuatu (y compris les agents de police nommés aux termes de l'Arrêté N°5 de 2007) à restreindre le mouvement des gens dans la République de Vanuatu.
- 2) Les pouvoirs de restriction de mouvement conférés au Premier Ministre, et tel qu'il peut lui-même les conférer au Commandant de la Police suite à une instruction prévue au paragraphe 1), ne subsistent que pour la période de l'état d'urgence (tel que prévu à l'article 70 de la Constitution).
- 3) Toute personne peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 4) du présent Arrêté, être restreinte à se déplacer à l'intérieur de Vanuatu (y compris entre les

îles, à l'intérieur des îles et dans les zones intérieures des îles et y compris la restriction de mouvement à l'intérieur des zones urbaines y compris Port-Vila).

- 4) Le pouvoir de restreindre le mouvement des gens peut seulement être exercé là où il est nécessaire pour la restauration et le maintien de l'ordre public.

#### **4 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

**FAIT à Port-Vila, le 4 mars 2007.**

---

**Le Premier Ministre de la République de Vanuatu**  
(pour le Conseil des Ministres)  
**M. VANUAROROA HAM LINI**



**RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

**CONSTITUTION**

**ARRÊTÉ NO.7 DE 2007 RELATIF À L'ÉTAT D'URGENCE**

**LE CONSEIL DES MINISTRES**

VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 69 de la Constitution

**ARRÊTE**

**1 MODIFICATION**

L'Arrêté N°5 de 2007 relatif à l'état d'urgence est modifié tel que prévu à l'Annexe.

**2 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

**FAIT à Port-Vila, le 9 mars 2007.**

---

**Le Premier Ministre de la République de Vanuatu**  
(pour le Conseil des Ministres)  
**M. VANUAROROA HAM LINI**

# **A N N E X E**

## **MODIFICATIONS APPORTÉES À L'ARRÊTÉ N°5 DE 2007 RELATIF À L'ÉTAT D'URGENCE**

### **1 Après l'article 2**

Insérer

#### **2A Exception à l'article 2**

Les dispositions à l'article 2 relatives à l'interdiction aux rassemblements ne s'appliquent pas aux cultes religieux tenus dans les lieux publics à Port-Vila ou ailleurs à Vanuatu durant la période de l'état d'urgence.



## **RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

### **LOI N°5 DE 1998**

#### **INSTRUMENT DÉCHARGEANT LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES VANUATUANNES ET DES COOPÉRATIVES DES FONCTIONS RÉAFFECTÉES AU MINISTÈRE DU COMMERCE, TOURISME ET DE L'INDUSTRIE**

**VU** les pouvoirs que lui confère le paragraphe 9.2) de la Loi N°5 de 1998, le Premier ministre Ham Lini Vanuaroroa décharge le ministère du Développement des entreprises vanuatuannes et des Coopérative des fonctions de gestion du fonds de développement des coopératives et les réaffecte au ministère du Commerce, Tourisme et de l'Industrie.

Le présent instrument est censé être entré en vigueur le 8 juin 2006.

**FAIT** le 23 mars 2007.

**LE PREMIER MINISTRE**  
**M. Ham Lini Vanuaroroa**



# RESERVE BANK OF VANUATU

PMB 9062 – EMILE MERCET STREET– PORT VILA – VANUATU  
TEL: (678) 23333 – FAX: (678) 24231  
EMAIL: [rbvinfo@rbv.gov.vu](mailto:rbvinfo@rbv.gov.vu) / [enquiries@rbv.gov.vu](mailto:enquiries@rbv.gov.vu)  
WEBSITE: [www.rbv.gov.vu](http://www.rbv.gov.vu)

## NOTICE

### FINANCIAL INSTITUTIONS ACT NO. 2 OF 1999

#### **LICENCE TO CARRY ON DOMESTIC BANKING BUSINES**

The Reserve Bank of Vanuatu, in exercise of the powers conferred by Section 12(2) of the Financial Institutions Act No. 4 of 1999 hereby issues to

#### **BRED (VANUATU) LIMITED**

a license to carry on domestic banking business subject to the provisions of the Financial Institutions Act No. 2 of 1999. The license is deemed effective as from 14 February 2007.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Odo Tevi'.

Odo Tevi  
Governor



**RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

**RÈGLEMENT CONJOINT N°18 DE 1971 RELATIF À L'IMMIGRATION**

**DÉCLARATION D'IMMIGRANT INTERDIT DE SÉJOUR**

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR**

**VU** les pouvoirs que lui confère l'alinéa 15.2)d) et f) du Règlement conjoint N°18 de 1971 relatif à l'immigration,

**ARRÊTE**

**M. Peter Foster** est déclaré immigré interdit de séjour à la République de Vanuatu.

La présente déclaration entre en vigueur à la date de sa signature.

**FAIT** à Port-Vila, le 23 mars 2007.

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR**  
**M. George A. Wells**



## RÉPUBLIQUE DE VANUATU

### LOI N°10 DE 1998 RELATIVE AUX MARCHÉS PUBLICS ET MARCHÉS PAR ADJUDICATION

#### INSTRUMENT DE NOMINATION – PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'ADJUDICATION

**VU** les pouvoirs que lui confère le paragraphe 11.1) de la Loi N°10 de 1998 relative aux marchés publics et marchés par adjudication, le Premier ministre Vanuaroroa Ham Lini, après consultation des chefs de tous les partis politiques représentés au Parlement et du Président de la Chambre du Commerce, nomme **Ati George Sokomanu** Président de la Commission d'adjudication.

Le présent instrument entre en vigueur à la date de sa signature.

**FAIT** à Port-Vila, le 28 mars 2007.

**LE PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU**  
**M. Vanuaroroa Ham Lini**



**REPUBLIC OF VANUATU**

**GOVERNMENT CONTRACTS AND TENDERS  
ACT NO. 10 1998**

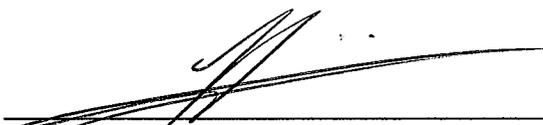
**INTERPRETATION ACT [CAP 132]**

**INSTRUMENT OF REVOCATION OF APPOINTMENT OF THE  
CHAIRPERSON OF THE TENDER BOARD**

In exercise of the powers conferred on me by subsection 11(1) of the Government Contracts and Tenders Act No. 10 of 1998 and section 21 of the Interpretation Act [CAP 132], I, Honourable VANUAROROA HAM LINI, Prime Minister revoke the appointment of **Ati George Sokomanu** as Chairperson of Tender Board which was made on the 28<sup>th</sup> day of March 2007.

This Instrument of revocation commences on the day on which it was made.

Made at Port Vila this 12<sup>th</sup> day of APRIL 2007

  
Honourable VANUAROROA HAM LINI  
Prime Minister of the Republic of Vanuatu





## REPUBLIC OF VANUATU

### GOVERNMENT CONTRACTS AND TENDERS ACT NO. 10 OF 1998

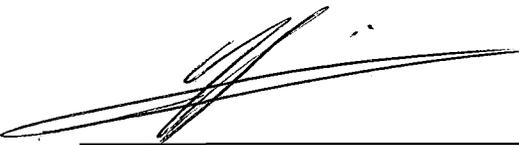
#### Instrument of Appointment – Chairperson Tenders Board

In exercise of the powers conferred on me by subsection 11 (1) of the Government Contracts and Tenders Act No. 10 of 1998, I, the Honourable VANUAROROA HAM LINI, Prime Minister, after consultation with the leaders of every political parties represented in Parliament and the President of the Chamber of Commerce appoint **Ati George Sokomanu** as Chairperson of the Tenders Board.

This Instrument of Appointment commences on the day on which it is made.

Made at Port Vila this 12<sup>th</sup> day of APRIL 2007



  
Honourable VANUAROROA HAM LINI  
Prime Minister of the Republic of Vanuatu

**CONSOLIDATED PROFIT AND LOSS ACCOUNT  
FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2006**

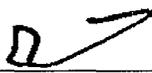
	2006 US\$	2005 US\$
Interest income	1,753,914	1,360,423
Interest expense	<u>(1,407,375)</u>	<u>(1,033,534)</u>
Net interest income	346,539	326,889
Other operating income	<u>1,195,444</u>	<u>921,289</u>
Operating income	1,541,983	1,248,178
Operating expenses	<u>(1,363,208)</u>	<u>(1,277,338)</u>
<b>Profit/Loss for the year</b>	<u>178,775</u>	<u>(29,160)</u>

**DIRECTORS OF EUROPEAN BANK LIMITED  
DURING THE YEAR TO 31<sup>ST</sup> DECEMBER 2006  
AND AT THE DATE OF THIS REPORT**

Charles Kleiman  
Sue Phelps  
Philip Tremethick (Resigned 31/08/2006)  
Kely Ihrig  
Angelica Becker  
David Outhred

**EUROPEAN BANK LIMITED AND SUBSIDIARIES  
CONSOLIDATED BALANCE SHEET  
AS AT 31 DECEMBER 2006**

	2006 US\$	2005 US\$
<b>Assets</b>		
Cash and interest bearing deposits	34,464,750	30,700,064
Trade and other receivables	488,572	521,217
Investments	3,175,153	2,944,915
Advances	5,958,923	6,193,592
Bonds	484,047	434,566
Plant and equipment	157,645	170,618
Total assets	<u>44,729,090</u>	<u>40,964,972</u>
<b>Liabilities</b>		
Deposits	37,862,854	34,843,625
Client payments in advance	10,683	12,318
Payables and accruals	1,346,714	1,215,237
Deferred income	40,684	30,318
Provisions	<u>2,586,605</u>	<u>2,160,699</u>
Total liabilities	<u>41,847,540</u>	<u>38,262,197</u>
<b>Equity</b>		
Share capital	750,000	750,000
Reserves	1,250,000	1,250,000
Retained earnings	881,550	702,775
Total equity	<u>2,881,550</u>	<u>2,702,775</u>
Total liabilities and equity	<u>44,729,090</u>	<u>40,964,972</u>

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director

Port Vila, 30 March 2007